

Industrie : un moteur de croissance et d'avenir

Déclaration du groupe de la Coopération

Pour faire de l'industrie un réel moteur de croissance et d'avenir, il faut en premier lieu accepter de changer l'angle de son propre regard : sortir d'une conception uniquement manufacturière, regarder la réalité des sites de production aujourd'hui, et réaliser combien elle constitue une richesse sur nos territoires en termes de création de valeurs et d'emplois.

Notre section souhaitait prendre le parti d'une industrie contribuant aux grandes transitions environnementales et numériques en cours. Cela suppose d'être à la fois ambitieux et réalistes dans un contexte de production mondialisée.

Ambitieux, en accompagnant l'indispensable montée en gamme par un effort massif de soutien à la recherche et à la formation de nouvelles compétences,

Ambitieux en organisant de nouvelles transversalités et synergies entre entreprises sur les territoires mais également par une coopération européenne renforcée.

Être réaliste, c'est assumer des choix en faveur des comportements responsables. On ne peut pas inciter nos entreprises européennes à être exemplaires en matière sociale et d'éco-conception sans lutter contre le dumping social, environnemental et fiscal. Les préconisations qui visent à plus de transparence et traçabilité sur les produits importés sont, à ce titre, intéressantes.

Être réaliste, c'est également créer des conditions favorisant l'investissement de long terme : les bénéfices réinvestis dans les projets de développement de l'activité mais aussi de l'emploi, ainsi que l'actionnariat durable garant de stratégies de long terme.

C'est d'ailleurs ce qui est inscrit dans l'ADN de nos coopératives : entreprises du temps long, dont la gouvernance est partagée, collective, permettant ainsi de tenir compte de l'intérêt collectif des parties prenantes.

À l'heure de la *french fab*, et du grand salon international de l'industrie qui s'ouvre aujourd'hui, le groupe de la coopération aurait souhaité que l'avis traite davantage de notre positionnement sur « *l'industrie du futur* » et des moyens à engager pour allier le savoir-faire de nos PME à l'économie digitale.

C'est en renforçant la capacité d'agir de nos entreprises responsables, que nous ferons évoluer la culture industrielle, davantage que la création d'une « agence nationale ».

Malgré ces réserves, le groupe de la coopération a voté l'avis.